



Paris le 09/02/2016

COMMUNIQUÉ

Les incidents qui se sont déroulés avant hier à Calais n'impliquent ni les armées, ni la Légion étrangère et à plus forte raison l'ASAF. En effet Christian Piquemal, officier général en 2^{ème} section, a agi, à titre personnel, en tenue civile, en tant que citoyen et selon ses convictions.

Les conditions de son interpellation lors de cette manifestation interdite et initiée par une association étrangère posent cependant un certain nombre de questions. Les éventuelles suites pénales qui seront décidées ne peuvent faire l'objet de supputations.

La démarche du général Piquemal devrait cependant constituer pour l'ensemble de la classe politique un signal d'alerte sur l'état d'exaspération d'une partie de l'opinion publique. Cette situation, qui perdure depuis plus de 15 ans à Calais par faiblesse et incurie de l'Etat, est devenue insupportable pour de nombreux Calaisiens et inacceptable pour un nombre croissant de Français.

Car comment croire que la France pourra vaincre et gagner la guerre que le président de la République vient de déclarer aux terroristes islamistes tant en France qu'à l'étranger où nos armées sont engagées, si la classe politique, qui a le devoir de conduire cette guerre, fait preuve d'une telle incapacité à résoudre un problème posé depuis plus d'une décennie ? L'Etat peut-il et veut-il faire disparaître une enclave hors la loi enkystée sur le sol national ?

Le pourrissement de la situation n'est-il pas de nature à susciter des affrontements entre Français et réfugiés, de conduire à la confrontation entre certains de nos compatriotes et les forces de sécurité intérieure, voire de l'armée - si elle devait intervenir comme certains élus le souhaitent -, faisant voler en éclat la cohésion de la Nation, au moment où le combat que la France doit livrer contre les terroristes exige l'union sacrée ?

L'ASAF estime que le règlement rapide de la situation qui existe dans la région de Calais est indispensable pour rendre crédibles les propos sur la guerre tenus par le chef de l'Etat et garantir une paix civile indispensable au succès contre le terrorisme islamiste.

Henri PINARD LEGRY
Président de l'ASAF